

# LA PETITE REVUE

ECONOMIE POLITIQUE ET SOCIALE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE  
SCIENCES ET ARTS

Paraissant le 1<sup>er</sup> et le 15 de chaque mois

Vol. I

MONTRÉAL, 1<sup>er</sup> JUILLET 1899

N<sup>o</sup> 13

## UN EMPRUNT POPULAIRE

La ville de Montréal vient de faire une déclaration d'amour à la population. Mais, hélas ! c'est un témoignage d'amour désespérément platonique, si toutefois ce n'est pas une farce cynique.

La ville a besoin de contracter un emprunt de \$220,000 remboursables en 40 années. Elle offre donc à l'épargne populaire un placement sous sa garantie, à 4% d'intérêt annuel.

Nous ne dirons rien de l'opération en elle-même, sinon que nous la déplorons, car tout emprunt grève l'avenir d'hypothèques onéreuses, dévore d'avance la richesse future. Tout emprunt, surtout tout emprunt d'état ou municipal est contraire à la morale et à la raison. Il n'a pour excuse que la nécessité la plus impérieuse ; et il nous faut malheureusement constater que Montréal, acculé par des engagements de toute nature, ruiné par de téméraires et somptueuses folies, est obligé de puiser à cette source empoisonnée de revenus : l'emprunt.

Or, puisqu'il fallait absolument remplir la caisse municipale, si prestement vidée par d'audacieux tripoteurs, on fit semblant de faire une faveur au peuple en l'appellant à participer au relèvement financier de la ville, en permettant aux petites bourses de faire un placement passable et passablement garanti.

L'emprunt étant inévitable, nous nous y étions préparés sans trop d'appréhensions, puisque chaque citoyen, pouvant acquérir une obligation, était intéressé à la bonne marche des affaires de l'administration et désormais plus attentif au vagabondage des deniers publics.

Malheureusement, ce n'était qu'un leurre, qu'une comédie indigne.

Ce que l'on veut, à l'Hôtel-de-Ville, c'est donner hypothèque sur la Ville aux banques et aux gros poissons dont la générosité envers leurs pourvoyeurs de pâture est bien connue.

Il pouvait y avoir à Montréal 4,400 " Jean-Baptiste " munis d'une obligation de \$50.00, constituant 4,400 Argus vigilants et méfiants.

C'était là le danger pour nos mandataires enfromagés dans le palais municipal.